

Oerle	Verviers
Pepinster	Wezet
Plombières	Weismes
Raeren	Welkenraedt

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 1998 betreffende de toekenning van investeringspremies aan bedrijven getroffen door de overstromingen die zich van 13 tot 15 september 1998 hebben voorgedaan.

Namen, 19 november 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON



F. 98 — 3283

[C - 98/27664]

**19 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
réglant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée à certains fonctionnaires de l'administration forestière**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'administration forestière;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 août 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 278 du Comité de secteur n° XVI, en date du 18 septembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1997, du décret du 18 juillet 1996 modifiant la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier en ce qui concerne la contribution des communes, des établissements publics et des propriétaires de bois indivis aux frais de conservation et de régie, décret qui a abrogé le régime de la prise en charge par les pouvoirs publics subordonnés des frais de régie et de surveillance exposés par les préposés forestiers;

Considérant la nécessité de procéder à la simplification de la liquidation des allocations d'intérim par le service gestionnaire du crédit budgétaire relatif à l'allocation d'intérim et aux indemnités pour frais de séjour à certains membres du personnel des services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux préposés forestiers qui sont affectés aux triages et aux brigades des services extérieurs de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Il est accordé aux préposés forestiers une indemnité forfaitaire couvrant les frais de parcours et de séjour afférents aux déplacements de service.

Art. 3. Il est attribué aux triages, brigades et directions un certain nombre de points calculés de la manière développée ci-après.

A. Triage :

1° a) par hectare de bois soumis au régime forestier : 2,5 points;

b) par bloc de bois soumis : 15 points;

c) par hectare de réserve naturelle de la Région wallonne : 1,2 point;

d) par hectare de bois des particuliers, réserves naturelles agréées, parcs naturels et zones d'intérêt biologique : 0,10 point;

e) par hectare de surface résiduelle : 0,08 point;

f) par kilomètre de parcours de pêche :

- cours d'eau navigables et flottables et cours d'eau de première catégorie : 3 points;

- cours d'eau de 2e et 3e catégories : 1 point;

g) par kilomètre de projection Nord-Sud et Est-Ouest du contour du triage ou des surfaces distinctes constituant le triage : 20 points;

2° un nombre de points correspondant à 8 % du total des points est attribué, suivant le mode de calcul repris au point a), 1°, ci-dessus, aux différents triages constituant la brigade à laquelle appartient le triage concerné.

B. Brigade :

Il est attribué au chef de brigade un nombre de points correspondant à 10 % du total des points attribués suivant le mode de calcul repris au point A ci-dessus aux différents triages constituant la brigade.

C. Direction :

Il est attribué à la Direction un nombre de points correspondant à 7,5 % du total des points attribués suivant le mode de calcul repris aux points A et B ci-dessus aux différents triages et brigades de la Direction.

Art. 4. Le nombre total des points attribués suivant le mode de calcul défini à l'article 3 ne peut dépasser 4 000 points par triage.

Avec les points d'intérim, le total annuel ne peut excéder 6 000 points par préposé.

Art. 5. Les points attribués à la Direction, conformément aux dispositions de l'article 3, C, sont redistribués entre les triages et les brigades selon les modalités contenues dans une circulaire adoptée au sein de la Division de la Nature et des Forêts.

Le nombre de points de Direction attribué à chaque préposé est établi dans le courant du mois de décembre par le directeur et communiqué pour information à l'intéressé. La communication expose le mode de calcul et le nombre de points attribués.

Art. 6. Il est attribué au point un taux de FB 30,85 lié au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères et rattaché à l'indice pivot 119,53 au 1^{er} mai 1996.

La première décimale est arrondie à l'unité supérieure si la seconde décimale est supérieure ou égale à 5.

Art. 7. Il est attribué aux préposés forestiers une indemnité pour frais de tournée dont le montant s'obtient en multipliant le nombre de points attribués aux divers triages et brigades suivant le mode de calcul décrit aux articles 3, 4 et 5, par le taux en vigueur au dernier jour du trimestre pour lequel l'indemnité est liquidée.

Art. 8. Le préposé du service forestier chargé durant au moins trente jours calendrier de l'intérim d'une circonscription vacante ou d'une circonscription dont le titulaire est absent pour raisons autres que les vacances annuelles reçoit un douzième de l'indemnité annuelle pour frais de tournée afférente à la circonscription dont il assure l'intérim par groupe de trente jours calendrier. Un montant équivalent est soustrait de l'indemnité pour frais de tournée du préposé du service forestier dont la circonscription fait l'objet d'un intérim.

Un congé de vacances, de maladie ou de compensation de moins de quinze jours calendrier dans le chef de l'intérimaire n'interrompt pas le droit au transfert des points de tournée.

Art. 9. L'indemnité pour frais de tournée est liquidée trimestriellement et à terme échu.

La part de l'indemnité correspondant aux points redistribués par la direction et dont il est fait mention à l'article 3, point C, est liquidée entièrement à la fin du quatrième trimestre.

Si un groupe de trente jours calendrier d'intérim chevauche deux trimestres, la liquidation du supplément correspondant à l'intérim s'effectue au taux en vigueur au dernier jour du trimestre pour lequel l'indemnité est liquidée. Il en est de même pour la diminution correspondante de l'indemnité attribuée au préposé absent pour cause de maladie et dont la circonscription fait l'objet d'un intérim.

L'indemnité pour frais de tournée est réduite pour les préposés qui bénéficient d'un véhicule de service au prorata des périodes de mise à disposition du véhicule. Il est fait exception de l'usage du véhicule mis à la disposition des préposés chargés par rôle de la surveillance et de la permanence.

L'indemnité n'est pas attribuée aux préposés affectés à des services spécialisés, qui peuvent par contre prétendre aux frais de parcours et de séjour.

Dans la limite du parc de véhicules, un véhicule de service peut être attribué aux préposés qui le souhaitent et dans l'ordre décroissant des points.

Art. 10. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Prince royal du 10 juillet 1951 autorisant les agents et préposés forestiers des cantons de l'Est à intervenir moyennant rémunération dans l'exécution des travaux forestiers et la préparation de la vente des produits forestiers pour le compte des communes;

2° l'arrêté royal du 1^{er} août 1960 autorisant les provinces, les communes et les établissements publics qui leur sont subordonnés à accorder des indemnités aux préposés de l'Administration des Eaux et Forêts;

3° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 juin 1985 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée aux préposés forestiers membres du personnel du Ministère de la Région wallonne, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 15 mai 1986 et 25 mars 1993.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 1997.

Art. 12. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 novembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 3283

[C — 98/27664]

**19. NOVEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Dienstoffahrtkosten an bestimmte Beamte der Forstverwaltung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993 abgeänderten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Personalmitglieder der Ministerien;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Dienstoffahrtkosten;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. März 1965 zur allgemeinen Regelung der Vergütungen und Zulagen gleich welcher Art, die dem Personal der Ministerien gewährt werden;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung;

Aufgrund des am 16. Juli 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. August 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Haushalte;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 278 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 18. September 1998;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Inkrafttretens am 1. Januar 1997 des Dekrets vom 18. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, was die Beteiligung der Gemeinden, der öffentlichen Einrichtungen und der Eigentümer von ungeteilten Wäldern an den Erhaltungs- und Regiekosten betrifft; dieses Dekret hat das System der Übernahme der von den Forstbediensteten ausgelegten Überwachungs- und Regiekosten durch die untergeordneten öffentlichen Behörden aufgehoben;

In Erwägung der Notwendigkeit, eine Vereinfachung der Auszahlung der Interimszulagen an gewisse Personalmitglieder der Außendienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region durch die Dienststelle, die die Haushaltsmittel in Sachen Interimszulagen und Vergütungen für Aufenthaltskosten verwaltet, vorzunehmen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Forstbediensteten, die den Revieren und Brigaden der Außendienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region zugeteilt sind.

Art. 2 - Den Forstbediensteten wird eine Pauschalzulage gewährt, die die mit den Dienstoffahrten verbundenen Fahrt- und Aufenthaltskosten deckt.

Art. 3 - Den Revieren, Brigaden und Direktionen werden eine gewisse Anzahl Punkte erteilt, die nach dem hierunter erläuterten Verfahren berechnet werden.

A. Revier:

1° a) pro Hektar Wald, der der Forstregelung unterliegt: 2,5 Punkte;

b) pro der Forstregelung unterliegenden Waldteil: 15 Punkte;

c) pro Hektar Naturschutzgebiet der Wallonischen Region: 1,2 Punkte;

d) pro Hektar Wald von Privatpersonen, in anerkannten Naturschutzgebieten, in anerkannten Naturparks und in biologisch wertvollen Gebieten: 0,10 Punkte;

e) pro Hektar Restfläche: 0,08 Punkte;

f) pro Kilometer Fischerfangstrecke:

- schiffbare und flößbare Wasserläufe und Wasserläufe der 1. Kategorie: 3 Punkte;

- Wasserläufe der 2. und der 3. Kategorie: 1 Punkt;

g) pro Kilometer einer nord-südlichen und ost-westlichen Projektion des Perimeters des Reviers oder der getrennten Flächen, die das Revier bilden: 20 Punkte;

2° eine Anzahl Punkte, die 8 % der Gesamtzahl der Punkte entsprechen, werden nach dem im Punkt a), 1° erwähnten Berechnungsverfahren den verschiedenen Revieren erteilt, welche die Brigade bilden, zu der das betreffende Revier gehört.

B. Brigade:

Dem Brigadenchef werden eine Anzahl Punkte erteilt, die 10 % der Gesamtzahl der Punkte entsprechen, die nach dem im oben angeführten Punkt A erwähnten Berechnungsverfahren den verschiedenen Revieren, die die Brigade bilden, erteilt sind.

C. Direktion:

Der Direktion werden eine Anzahl Punkte erteilt, die 7,5 % der Gesamtzahl der Punkte entsprechen, die nach dem in den oben angeführten Punkten A und B erwähnten Berechnungsverfahren den verschiedenen Revieren und Brigaden der Direktion erteilt sind.

Art. 4 - Die Gesamtzahl der Punkte, die nach dem in Artikel 3 erwähnten Berechnungsverfahren erteilt sind, darf 4 000 Punkte pro Revier nicht überschreiten.

Mit den Interimpunkten zusammengerechnet darf die jährliche Gesamtzahl 6 000 Punkte pro Bediensteten nicht überschreiten.

Art. 5 - Die Punkte, die der Direktion nach den Bestimmungen von Artikel 3, C erteilt sind, werden nach Modalitäten, die in einem innerhalb der Abteilung Natur und Forstwesen angenommenen Rundschreiben festgelegt sind, unter die Reviere und Brigaden wiederverteilt.

Die Anzahl der jedem Bediensteten erteilten Direktionspunkte wird im Laufe des Monats Dezember vom Direktor festgelegt und dem Betroffenen zur Bekanntgabe mitgeteilt; das Berechnungsverfahren und die Anzahl der erteilten Punkte werden ihm ebenfalls mitgeteilt.

Art. 6 - Für jeden Punkt wird ein Satz von BEF 30,85 gewährt. Dieser Satz hängt mit der auf die Gehälter des Personals der Ministerien anwendbaren Mobilitätsregelung zusammen und ist an den Leitindex 119,53 vom 1. Mai 1996 gebunden.

Die erste Dezimale wird nach oben aufgerundet wenn die zweite Dezimale mindestens 5 ist.

Art. 7 - Den Forstbediensteten wird eine Vergütung für Dienstreisekosten gewährt, deren Betrag sich aus der Multiplikation der Anzahl der den verschiedenen Revieren und Brigaden nach dem in Artikeln 3, 4 und 5 erwähnten Berechnungsverfahren erteilten Punkte mit dem am letzten Tage des Vierteljahrs, für das die Vergütung gezahlt wird, gültigen Satz ergibt.

Art. 8 - Der Forstbedienstete, der während mindestens dreissig Kalendertagen mit dem Interim eines freigewordenen Forstbezirks oder eines Bezirks, dessen Inhaber aus irgendeinem Grund außer dem Jahresurlaub abwesend ist, beauftragt wird, bekommt pro Gruppe von dreissig Kalendertagen ein Zwölftel der jährlichen Vergütung für Dienstreisekosten, die dem Bezirk zukommt, für den er das Interim gewährleistet. Ein gleichwertiger Betrag wird von der Vergütung für Dienstreisekosten des Forstbediensteten, dessen Bezirk Gegenstand eines Interims ist, abgezogen.

Ein Jahres-, Krankheits-, oder Ausgleichsurlaub der vertretenden Person von höchstens vierzehn Kalendertagen unterbricht den Anspruch auf die Übertragung der Amtdienstleistungspunkte nicht.

Art. 9 - Die Vergütung für Dienstreisekosten wird nachträglich am Ende eines jeden Vierteljahres ausgezahlt.

Der Anteil der Vergütung, der den von der Direktion wiederverteilten und in Artikel 3, C erwähnten Punkten entspricht, wird am Ende des letzten Vierteljahres ganz ausgezahlt.

Wenn sich eine Gruppe von dreissig Interimskalendertagen über zwei Vierteljahre erstreckt, erfolgt die Auszahlung des dem Interim entsprechenden Zuschlags zu dem am letzten Tage des Vierteljahres, für das die Vergütung gezahlt wird, gültigen Satz. Dasselbe gilt für die entsprechende Ermäßigung der Vergütung, die dem wegen Krankheit abwesenden Bediensteten, dessen Bezirk Gegenstand eines Interims ist, gewährt wird.

Die Vergütung für Dienstreisekosten wird für die Bediensteten, die Anrecht auf ein Dienstfahrzeug haben, nach Maßgabe der Perioden, während deren ihnen das Fahrzeug zur Verfügung gestellt wurde, ermäßigt. Diese Regelung betrifft nicht die Benutzung des Fahrzeugs, das den mit der Überwachung und einem schichtweisen Bereitschaftsdienst beauftragten Bediensteten zur Verfügung gestellt wird.

Die Vergütung wird nicht den Bediensteten gewährt, die spezialisierten Dienststellen zugeteilt sind; diese haben dementsprechend Anspruch auf eine Entschädigung ihrer Fahrt- und Aufenthaltskosten.

In den Grenzen des Fuhrparks kann den Bediensteten, die es wünschen, ein Dienstfahrzeug gewährt werden und zwar in der degressiven Ordnung der erteilten Punkte.

Art. 10 - Werden aufgehoben:

1° der Erlaß des Königlichen Prinzen vom 10. Juli 1951, durch den die Forstbeamten und -bediensteten der Ostkantone berechtigt sind, sich an der Ausführung der Forstarbeiten und der Vorbereitung auf den Verkauf von Forsterzeugnissen für Rechnung der Gemeinden zu beteiligen;

2° der Königlichen Erlaß vom 1. August 1960, durch den die Provinzen, die Gemeinden und die ihnen unterstehenden öffentlichen Einrichtungen berechtigt sind, den Bediensteten der Wasser- und Forstverwaltung Vergütungen zu gewähren;

3° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Juni 1985 zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Dienstreisekosten an die Forstbediensteten, die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region sind, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Mai 1986 und vom 25. März 1993.

Art. 11 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1997 wirksam.

Art. 12 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. November 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

N. 98 — 3283

[C - 98/27664]

19 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens rondreiskosten aan sommige ambtenaren van het bosbeheer

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het bosbeheer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 augustus 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het protocol nr. 278 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 18 september 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de inwerkintreding, op 1 januari 1997, van het decreet van 18 juli 1996 tot wijziging van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek voor wat betreft de bijdrage van de gemeenten, de openbare instellingen en de eigenaars van onverdeelde bossen in de kosten van instandhouding en van beheer, decreet tot opheffing van de regeling waarbij de ondergeschikte openbare besturen de door de bosbedienden meegedeelde beheers- en bewakingskosten droegen;

Overwegende dat het noodzakelijk is te zorgen voor een eenvoudigere vereffening van de interimtoelagen door de beheersdienst van het budgettaire krediet betreffende de interimtoelagen en de vergoedingen wegens verblijfkosten aan sommige personeelsleden van de buitendiensten van de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de bosbedienden die belast zijn met de bosgebieden en brigades van de buitendiensten van de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De bosbedienden krijgen een forfaitaire vergoeding waarbij de reis- en verblijfkosten voor verplaatsingen in dienstverband worden gedekt.

Art. 3. Elk bosgebied, elke brigade en elke directie krijgen een aantal punten dat als volgt wordt berekend.

A. Bosgebied :

1° a) per hectare bos die onder de bosregeling valt : 2,5 punten;

b) per perceel bos dat onder voornoemde regeling valt : 15 punten;

c) per hectare natuurreservaat van het Waalse Gewest : 1,2 punten;

d) per hectare bos die toebehoort aan particulieren, erkende natuurreservaten, natuurparken en gebieden met een biologisch belang : 0,10 punt;

e) per hectare residuaire oppervlakte : 0,08 punt;

f) per kilometer visbaan :

- bevaarbare en vlotbare waterwegen eerste categorie : 3 punten;

- waterwegen tweede en derde categorie : 1 punt;

g) per kilometer projectie Noord-Zuid en Oost-West van de omtrek van het bosgebied of van de aparte oppervlakten waaruit het bosgebied bestaat : 20 punten;

2° een aantal punten dat gelijk is aan 8 % van het geheel der punten, wordt toegekend volgens de in punt a), 1°, hierboven vermelde wijze van berekening, aan de verschillende bosgebieden waaruit de brigade met het betrokken bosgebied bestaat.

B. Brigade:

De brigadechef krijgt een aantal punten dat gelijk is aan 10 % van het geheel der punten toegekend, volgens de in punt A hierboven vermelde wijze van berekening, aan de verschillende bosgebieden waaruit de brigade bestaat.

C. Directie:

De Directie krijgt een aantal punten dat gelijk is aan 7,5 % van het geheel der punten toegekend, volgens de in punt A en B hierboven vermelde wijze van berekening, aan de verschillende bosgebieden en brigades van de Directie.

Art. 4. Het aantal punten toegekend volgens de in artikel 3 omschreven wijze van berekening, mag niet meer bedragen dan 4 000 punten per bosgebied.

Met de interimpunten mag het jaarlijkse totaal niet meer bedragen dan 6 000 punten per bediende.

Art. 5. De punten toegekend aan de Directie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, C, worden herverdeeld onder de bosgebieden en brigades volgens de regels van een omzendbrief die binnen de Afdeling Natuur en Bossen goedgekeurd is.

Het aantal Directiepunten toegekend aan elke bediende wordt berekend in de loop van december door de directeur en wordt ter informatie meegedeeld aan de betrokkene. De mededeling vermeldt de wijze van berekening en het aantal toegekende punten.

Art. 6. Op het punt wordt een tarief van BEF 30,85 toegepast, dat verbonden is aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de bezoldigingen van de personeelsleden van de ministeries en die op 1 mei 1996 gekoppeld is aan de spilindex 119,53. De eerste decimaal wordt afgerond op de hogere eenheid als de tweede decimaal gelijk is aan of hoger is dan 5.

Art. 7. De bosbedienden krijgen een vergoeding wegens rondreiskosten die berekend wordt door het aantal punten toegekend aan de verschillende bosgebieden en brigades volgens de in artikelen 3, 4 en 5 omschreven wijze van berekening, te vermenigvuldigen met het tarief dat van kracht is op de laatste dag van het trimester waarvoor de vergoeding vereffend wordt.

Art. 8. De bosbediende die tijdens ten minste dertig kalenderdagen belast is met het interimaat van een vacant district of van een district waarvan de titularis afwezig is om andere redenen dan de jaarlijkse vakantie, krijgt een twaalfde van de jaarlijkse vergoeding wegens rondreiskosten betreffende het district waar hij het interimaat waarneemt per groep van dertig kalenderdagen. Een daarmee overeenstemmend bedrag wordt afgetrokken van de vergoeding wegens rondreiskosten van de bosbediende van een dienst in het district waarvan in een interim wordt voorzien.

Het recht op de overdracht van de rondreispunten wordt niet onderbroken door een vakantie-, ziekte- of compensatieverlof van minder dan vijftien dagen genomen door de interimaris.

Art. 9. De vergoeding wegens rondreiskosten wordt driemaandelijks vereffend na het verstrijken van de termijn. Het gedeelte van de vergoeding dat overeenstemt met de door de Directie herverdeelde punten, waarvan sprake in artikel 3, punt C, wordt volledig vereffend aan het einde van het vierde trimester.

Als een groep van dertig interimaat-kalenderdagen en twee trimesters elkaar overlappen, wordt het supplement betreffende het interimaat vereffend tegen het tarief dat van kracht is op de laatste dag van het trimester waarvoor de vergoeding vereffend wordt. Hetzelfde geldt voor de overeenstemmende vermindering van de vergoeding toegekend aan de bosbediende die afwezig is wegens ziekte en voor wiens district in een interimaat wordt voorzien.

De vergoeding wegens rondreiskosten wordt verminderd voor de bedienden die een dienstvoertuig hebben naar rata van de perioden waar het voertuig hen ter beschikking wordt gesteld. Een uitzondering wordt gemaakt wanneer het gaat om een voertuig dat ter beschikking wordt gesteld van bedienden die door de rol belast zijn met de bewaking of met de dag- en nachtdienst.

De vergoeding wordt niet toegekend aan de bedienden die belast zijn met bijzondere diensten. Ze komen echter wel in aanmerking voor de vergoeding wegens reis- en verblijfkosten.

Binnen de grenzen van het voertuigenpark, mag een dienstvoertuig toegekend worden aan de bedienden die wensen er gebruik van te maken en in de dalende volgorde van de punten.

Art. 10. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Koninklijke Prins van 10 juli 1951 waarbij de bosbeambten en -bedienden van de Oostkantons de toelating verleend wordt om tegen vergoeding deel te nemen aan de uitvoering van boswerken en aan de voorbereiding van de verkoop van bosprodukten in opdracht van de gemeenten;

2° het koninklijk besluit van 1 augustus 1960 waarbij de provincies, de gemeenten en de overheidsinstellingen die hen ondergeschikt zijn vergoedingen mogen uitkeren aan de bedienden van het Bestuur Waters en Bossen;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 juni 1985 waarbij de toekenning van een toelage wegens rondreiskosten aan de bosbeambten, leden van het Ministerie van het Waalse Gewest, wordt geregeld, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 15 mei 1986 en 25 maart 1993.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 12. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 november 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME



F. 98 — 3284

[C — 98/27665]

19 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juin 1986 réglant l'octroi d'allocations d'intérim et d'indemnités pour frais de séjour à certains membres du personnel des services extérieurs du Service Forêt, Chasse, Pêche de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juin 1986 réglant l'octroi d'allocations d'intérim et d'indemnités pour frais de séjour à certains membres du personnel des services extérieurs du Service Forêts, Chasse, Pêche de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 mars 1993;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'administration forestière;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 août 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 278 du Comité de secteur n° XVI, en date du 18 septembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;